ECONOMIE TERRITORIALE

Évaluation économique du programme RecoCrèches

RAPPORT COMPLET



vertigo lab

En partenariat avec :

3AR Achats publics responsables en Nouvelle-Aquitaine

SAFE-Li®

RECO CRÈCHES

ars Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine

ABSTRACT

L'exposition des jeunes enfants et des femmes enceintes aux polluants chimiques dans les environnements intérieurs, notamment les crèches, constitue un enjeu majeur de santé publique. Depuis 2015, l'ARS Nouvelle-Aquitaine déploie, avec 3AR et Safe-Li, le programme RecoCrèches visant à réduire cette exposition via des recommandations sur les achats, l'hygiène et l'entretien. Cette étude, menée avec Vertigo Lab, vise à évaluer les gains socio-économiques et les impacts sur les ressources humaines associés au programme.

L'analyse porte sur des crèches publiques en Nouvelle-Aquitaine, autour de six indicateurs : coûts d'achat, valeur des stocks, nombre de références, turnover, accidents du travail et maladies professionnelles. Faute de possibilité de mobiliser un groupe de contrôle aléatoire, deux méthodes ont été utilisées : avant/après simple, et avant/après avec référence sectorielle, en corrigeant l'inflation. L'évaluation s'appuie sur trois blocs communaux (La Couronne, Gradignan, Val de Garonne) et des bases de données publiques. Les limites de l'analyse incluent la taille réduite de l'échantillon, l'hétérogénéité des données et le risque de biais liés à des facteurs externes.

Le programme RecoCrèches a permis une réduction marquée du nombre de références, une rationalisation des achats et une baisse des dépenses en produits d'entretien (en valeur absolue, au m² et par place d'accueil). Les stocks ont également diminué, traduisant un ajustement des pratiques. Côté ressources humaines, bien qu'aucun cas d'accident ou de maladie n'ait été recensé, des améliorations qualitatives sont notées : disparition des gênes physiques liées aux produits, baisse du stress, montée en compétences et sensibilisation renforcée. Certaines collectivités ont élargi la démarche à d'autres domaines.

Le programme RecoCrèches apparaît économiquement efficace, avec des économies potentielles estimées à 102 147 € par an si généralisé à l'ensemble des crèches publiques de Nouvelle-Aquitaine, et plus de 3,5 millions d'euros à l'échelle nationale en incluant les établissements publics et privés. Au-delà des aspects financiers, le programme améliore la qualité de vie au travail et réduit l'exposition chimique pour les enfants, soulignant son intérêt stratégique pour la santé publique.

vertigo lab | Décrypter Révéler Basculer

Suivi des versions

Version	Date	Auteurs	Modification
V1	05/05/2024	Théo Breidenstein-Jullien, VL Jean-Christophe Martin, VL	Version initiale
V2	24/06/2025	Théo Breidenstein-Jullien, VL Jean-Christophe Martin, VL	Version finale

Table des matières

1. Contexte et objectifs 6
2. Méthodologies employées 7
   2.1. Périmètre et indicateurs d'étude 7
   2.2. Méthodes d'évaluation retenues 8
   2.3. Echantillonnage 11
   2.4. Bases de données mobilisées 13
   2.5. Limites de l'évaluation 14
3. Résultats obtenus 15
   3.1. Analyse critique 15
      3.1.1. **Indicateur 1** : Nombre de références 15
      3.1.2. **Indicateur 2** : Achats 16
      3.1.3. **Indicateur 3** : Stocks 22
      3.1.4. **Indicateurs** liés aux ressources humaines 25
4. Généralisation des résultats 30
5. Conclusions 34

Table des figures

Figure 1 : Indice des prix à la consommation (source : Insee) 11

Figure 2 : Evolution de la surface, du nombre de place d'accueil d'enfants et du nombre d'employés des établissements (source : auteurs) 13

Figure 3 : Evolution du nombre de références de produits d'entretiens (source : auteurs) 15

Figure 4 : Evolution du cout d'achats de produits d'entretiens (source : auteurs) 17

Figure 5 : Evolution des dépenses de prestation de nettoyage et de produits d'entretien de la ville de Gradignan 17

Figure 6 : Indice des prix de production de Savons, détergents et produits d'entretien (source : INSEE) 18

Figure 7 : Evolution du marché français de produits d'entretiens, en euro constant base 2024 (source : auteurs, INSEE, Douanes) 20

Figure 8 : Evolution du cout d'achat des produits par unité de surface et par place (source : auteur) 21

Figure 9 : Evolution de la quantité de produits d'entretiens achetés (source : auteurs) 21

Figure 10 : Evolution de la quantité de produits achetés par unité de surface et par place (source : auteur) 22

Figure 11 : Evolution de la valeur monétaire du stock de produits d'entretien (source : auteurs) 22
Figure 12 : Evolution de la valeur monétaire surfacique et par enfant du stock de produits d'entretien (source : auteurs) 23
Figure 13 : Evolution de la quantité de produits d'entretien stockés (source : auteurs) 24
Figure 14 : Evolution de la quantité surfacique et par enfant de produits d'entretien stockés (source : auteurs) 24
Figure 15 : Evolution du taux de rotation du personnel (source : auteurs) 25
Figure 16 : Evolution du taux de rotation du personnel (volontaire et total) dans le secteur de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale (source : INSEE) 26
Figure 17 : Evolution nationale de l'incidence des accidents du travail dans les secteurs de l'accueil de jeunes enfants et du nettoyage courant des bâtiments (source : Sécurité Sociale) 27
Figure 18 : Evolution de l'incidence des maladies professionnelles dans les secteurs de l'accueil de jeunes enfants et du nettoyage courant des bâtiments (source : Sécurité Sociale) 28
Figure 19 : Répartition du nombre de place en établissement agréé en Nouvelle-Aquitaine (source : DREES) 31

Table des tableaux

Tableau 1 : Méthodologie retenue pour chaque indicateur calculé 10
Tableau 2 : Données externes mobilisées 14
Tableau 3 : Prix moyen par type d'entretien avant et après accompagnement RecoCrèches(source : auteurs) 31
Tableau 4 : Estimation des dépenses en produits d'entretien par département en Nouvelle-Aquitaine, avant et après un potentiel accompagnement RecoCrèches pour les établissements publics agréés d'accueil de jeunes enfants (source : auteurs, DRESS) 33

1. Contexte et objectifs

Les polluants chimiques, comme les perturbateurs endocriniens, contribuent au développement de maladies chroniques telles que l'asthme, les allergies, et les cancers. Les jeunes enfants, particulièrement vulnérables, doivent être protégés en priorité dans leurs lieux de vie, comme les crèches.

Depuis 2015, l'Agence Régionale de Santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine déploie une stratégie de prévention en santé environnementale, visant à réduire l'exposition des femmes enceintes et des jeunes enfants à des polluants présents dans les environnements intérieurs. Cette initiative se concentre sur la sensibilisation des professionnels de la petite enfance aux risques liés aux substances chimiques comme les perturbateurs endocriniens. À travers plusieurs guides "RecoCrèches", l'ARS fournit des recommandations pour un environnement sain dans les établissements accueillant des enfants, en abordant les politiques d'achat, l'entretien et l'hygiène en réponse à la pandémie de COVID-19.

Une boîte à outil « lot Crèche » a été élaborée pour guider les gestionnaires des crèches. Ce lot comprend :

- Un guide ;
- Un clausier ;
- Un Bordeaux des Prix Unitaires (BPU) ;
- Un outil d'aide à l'analyse des offres ;
- Deux outils de *sourcing*.

De plus, plusieurs actions sont réalisées dans le cadre de l'accompagnement RecoCrèches :

- Formation des acheteurs publics ;
- Accompagnement à la rédaction de marchés publics ;
- Echanges avec les entreprises ;
- Sensibilisation et communication.

A la suite à la mise en place de l'accompagnement RecoCrèches, certains constats ont pu être réalisés. Voici les principaux constats :

- Réduction du nombre de références achetées, grâce à une massification des achats pour des produits plus simples ;
- Réduction du montant total des achats pour les produits d'entretien : Comme les produits achetés sont généralement plus simples, les coûts de production sont plus faibles avec un prix de vente à l'unité (€ / l) moins élevé par rapport à d'autres produits plus conventionnels ;
- Meilleure gestion des stocks : la réduction du nombre de références dans les tiroirs facilite une meilleure gestion des stocks ;
- Réduction du taux de rotation du personnel : la mise en place de l'accompagnement RecoCrèches contribue à réduire les impacts sanitaires pour les différents personnels qui peuvent être en contact direct ou indirect avec ces produits. La réduction des impacts sanitaires pourrait expliquer une baisse de taux de rotation du personnel.

Par rapport à ces premiers constats observés, cette étude consiste à quantifier et à qualifier ces gains obtenus, en se basant sur des méthodologies d'évaluation robustes et reconnues dans la littérature scientifique.

2. Méthodologies employées

2.1. Périmètre et indicateurs d'étude

Le **périmètre de l'étude** est focalisé sur la structure des crèches publiques au sein de la région Nouvelle-Aquitaine. Les crèches publiques sont généralement gérées par des communes ou des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (ECPI). L'ensemble des structures qui composent les communes et les EPCI sont appelées blocs communaux. La réalisation de cette étude exige d'identifier les différents blocs communaux (communes ou EPCI) qui ont bénéficié d'un accompagnement RecoCrèches afin de réduire les impacts associés à l'usage des produits de nettoyage (détergents et désinfectants).

Les **indicateurs** pris en compte doivent permettre d'évaluer les impacts socio-économiques associés à l'utilisation des produits de nettoyage (détergents et désinfectants) identifiés lors de l'accompagnement RecoCrèches par rapport aux produits de nettoyage conventionnels achetés par les crèches avant l'accompagnement.

Nous proposons de retenir 6 indicateurs :

- **Les coûts d'achat des produits de nettoyage :** l'unité retenue est le coût moyen mensuel en euro par m^2 de superficie à nettoyer. Le calcul de cet indicateur est réalisé en divisant le coût total des achats de produits ménagers (exprimé en euro) par rapport à la superficie totale à nettoyer (exprimée en m^2).
- **La valeur monétaire du stock des produits de nettoyage** : L'unité retenue est le montant monétaire des produits de nettoyage qui sont stockés par m^2 de superficie à nettoyer à une date donnée. Le montant total des produits de nettoyage stockés sera estimé multipliant pour chaque produit de nettoyage stocké par son prix d'achat.
- **Le nombre de références** : Nous estimerons le nombre total de références utilisées pour les produits de nettoyage.
- **La rotation du personnel chargé du nettoyage :** La rotation du personnel est calculée pour une année donnée par le nombre d'employés arrivant et partant, que l'on divise ensuite par l'effectif moyen durant l'année considérée.
- **Incidence d'accident de travail :** il est calculé en divisant le nombre d'accidents au travail par le nombre moyen de salariés durant une année. Les accidents de travail associés à l'utilisation des détergents et désinfection sont généralement identifiés dans les données statistiques de l'Assurance Maladie dans les accidents associés à l'utilisation des substances chimiques, explosives et radioactives
- **Incidence de maladie professionnelle :** il est calculé en divisant le nombre de maladies professionnelles par le nombre moyen de salariés. Les maladies

professionnelles peuvent être identifiées dans les données statistiques de l'Assurance Maladie comme des maladies associées aux affections respiratoires (yc allergies) et les eczémas allergiques.

Dans cette étude, il est important de distinguer les types de produits et la référence.

- **Type de produit** : Tout produit de même nature, ayant le même objectif et une composition chimique relativement identique appartient à un même « type de produit », quel que soit le fournisseur, le fabricant ou le conditionnement.
- **Référence** : Tout produit différent tant sur son type, son conditionnement, ou son fabricant est une référence différente.

***Exemple** : 2 bouteilles de 1L de vinaigre blanc de marque A, 3 autres de la marque B et un bidon de 5L de vinaigre blanc de la marque B représentent un type de produit mais 3 références différentes. Utiliser du savon noir fait intervenir un autre type de produit.*

Les retombées évaluées dans le cadre de cette étude représentent une estimation minimale des impacts économiques directs liés à l'activité considérée. Elles ne reflètent qu'une partie des gains réellement générés, en excluant notamment les effets d'entraînement sur d'autres services municipaux en dehors de la petite enfance. De plus, ne sont pas intégrés les impacts économiques évités en matière de santé publique, tels que les coûts évités pour la Sécurité sociale et les consultations médicales. Les effets sanitaires positifs sur les enfants et les personnels, bien que réels, ne sont pas chiffrés ici. Cette évaluation constitue donc une base prudente, centrée sur les bénéfices immédiats et directement mesurables.

2.2. Méthodes d'évaluation retenues

L'évaluation des impacts de l'accompagnement RecoCrèches exige au préalable d'identifier les méthodes d'évaluation des impacts les plus pertinents. Nous expliquons les méthodes d'évaluation qui seront retenues, ainsi que le recueil et le traitement des données afin d'aboutir à une évaluation des impacts de ce dispositif d'accompagnement.

L'évaluation des impacts d'une mesure sur les bénéficiaires exige généralement la disposition d'un groupe de contrôle. C'est à partir de cette comparaison entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires (correspondant au groupe de contrôle) qu'il est possible d'évaluer la contribution d'une mesure sur les bénéficiaires. Dans la littérature scientifique, on distingue généralement deux types de méthodes (Cerulli, 2015[1]) :

- **La méthode expérimentale** : cette méthode est appliquée si le choix du bénéficiaire est réalisé d'une manière aléatoire. Il s'agit de comparer directement un échantillon non concerné par la mesure (qui correspond à un groupe de contrôle) par rapport

[1] Cerulli, G., 2015, Econometric Evaluation of Socio-Economic Programs: Theory and Applications, Advanced Studies in Theoretical and Applied Econometrics, vol 49, Springer.

à un échantillon concerné par cette mesure pour une période donnée. Le choix aléatoire du bénéficiaire permet de réduire les possibles biais de sélection.

- **Les méthodes quasi-expérimentales** : ces méthodes sont retenues lorsque le choix du bénéficiaire n'est pas choisi d'une manière aléatoire. Une comparaison directe entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires peuvent générer des biais de sélection. Cela peut s'expliquer par le fait que les bénéficiaires ont pu être retenus compte tenu de ses caractéristiques. Les méthodes quasi-expérimentales consistent à réduire ces biais de sélection. On peut par exemple trouver dans ces méthodes la méthode des doubles différences, la méthode d'appariement, la méthode des variables instrumentales, la méthode de régression sur discontinuité.

Dans le cas de l'étude RecoCrèches, le choix des bénéficiaires (à savoir les crèches qui veulent bénéficier de l'accompagnement RecoCrèches) ne peut être considéré comme aléatoire. Le caractère aléatoire implique la mise en place d'un protocole assez strict pour choisir les crèches bénéficiaires (par exemple, en mobilisant la méthode de tirage simple). Ce protocole n'a pas été mis en œuvre dans le cadre du déploiement de l'accompagnement RecoCrèches. En effet, ce sont les crèches qui font la demande pour bénéficier de cet accompagnement. Les crèches qui ont souhaité bénéficier de cet accompagnement peuvent être en avance par rapport à ces autres crèches dans la sensibilisation des impacts sanitaires de l'utilisation des produits détergents. Ils peuvent vouloir devenir exemplaires. Cela est une cause des biais de sélection.

La mise en place de ces méthodes exige au préalable l'élaboration d'un groupe de contrôle. Cependant, la mise en place de ce groupe de contrôle pour cette étude est difficile. En effet, les crèches qui n'ont pas bénéficié d'un accompagnement de l'outil RecoCrèches n'ont aucun intérêt à participer à cette étude. Cela nécessiterait de leur part un travail relativement chronophage pour renseigner ces indicateurs, avec un recueil de données sur deux années différentes (si le choix de la méthode des doubles différences a été retenu). Etant donné du manque d'intérêt de ces crèches, il aurait été très difficile, voire impossible dans les limites budgétaires de l'étude, d'obtenir un échantillon suffisamment représentatif afin de comparer les résultats issus de cet échantillon avec un échantillon de crèches bénéficiant d'un accompagnement RecoCrèches.

Pour faire face à ces difficultés, nous proposons de mobiliser deux méthodes :

- **Comparaison Avant / Après** : Cette approche repose sur l'idée de comparer l'état après l'accompagnement RecoCrèches avec l'état *statu quo* avant l'accompagnement RecoCrèches. Elle est mobilisée lorsqu'il n'est pas possible de disposer un groupe de contrôle (Leiber, 2016[2]). La plus grande menace de la mise en place de cette démarche est d'attribuer les changements observés à d'autres indicateurs externes. Par exemple, si on souhaite suivre l'indicateur d'incidence d'arrêts de travail, une évaluation des indicateurs entre 2024 et 2020 peut générer un biais à cause de la crise de la Covid 19. En effet, la circulation du virus explique

[2] Leiber, 2016, Impact Evaluation of Quality Assurance in Higher Education. A manual.

une grande partie de l'augmentation du nombre d'arrêts maladie durant la période de la crise sanitaire. La mise en œuvre de cette méthode exige au préalable de justifier que les indicateurs ne peuvent être expliqués par des changements externes, mais est plutôt le fait de changements internes à la suite de l'accompagnement RecoCrèches.

- **Comparaison Avant/Après par rapport à l'évolution sectorielle** : Cette méthode ressemble à celle de l'analyse des doubles différences. La comparaison avec le groupe de contrôle ne s'effectue pas sur la base d'un échantillon de crèches non bénéficiaires de l'accompagnement RecoCrèches, mais plutôt sur la base d'indicateurs agrégés disponibles dans les bases de données publiques. Bien que ces bases soient relativement agrégées, elles peuvent fournir des informations permettant d'apprécier si l'évolution constatée est suffisamment notable pour justifier une explication provenant de l'accompagnement RecoCrèches. Cette méthode est plutôt mobilisée lorsqu'on sait que l'évolution d'un indicateur peut s'expliquer par des facteurs externes.

Le tableau ci-dessous résume la méthodologie retenue pour chacun des indicateurs :

Indicateurs	Méthode retenue	Raisons du choix de la méthode
Coût d'achat des produits de nettoyage	Comparaison Avant/Après par rapport à l'évolution sectorielle	L'évolution de la consommation de nettoyage peut s'expliquer en partie par les effets liés à la crise sanitaire de la Covid-19.
Le coût monétaire du stock des produits de nettoyage	Comparaison Avant/Après	Le stockage des produits de nettoyage est davantage expliqué par les habitudes d'achat que par des facteurs conjoncturels.
Nombre de références	Comparaison Avant/Après	Le nombre de références est davantage expliqué par les habitudes d'achat que par des facteurs conjoncturels.
Rotation du personnel chargé du nettoyage	Comparaison Avant/Après par rapport à l'évolution sectorielle	La rotation du personnel peut être expliquée par des facteurs externes (impacts de la crise de la Covid-19, évolution du marché du travail etc.).
Incidence d'accident de travail	Comparaison Avant/Après par rapport à l'évolution sectorielle	
Incidence de maladie professionnelle	Comparaison Avant/Après par rapport à l'évolution sectorielle	

Tableau 1 : Méthodologie retenue pour chaque indicateur calculé

Aussi, afin d'apprécier correctement les résultats obtenus et en attribuer la juste contribution du programme RecoCrèches, il est important de corriger les résultats exprimés en monnaie des effets de l'inflation. En effet l'analyse AVANT / APRES nécessite d'autant plus cette correction que l'on constate une forte inflation entre 2016 et 2024 (bornes de notre étude). En effet, l'inflation constatée sur cette période est de l'ordre de :

- **+19,6%** entre **2016** et **2024**

- **+15,0%** entre **2019** et **2024**
- **+7,0%** entre **2022** et **2024**

On observe dans le graphique ci-après la particulière accélération de ce phénomène inflationniste entre 2020 et 2023.

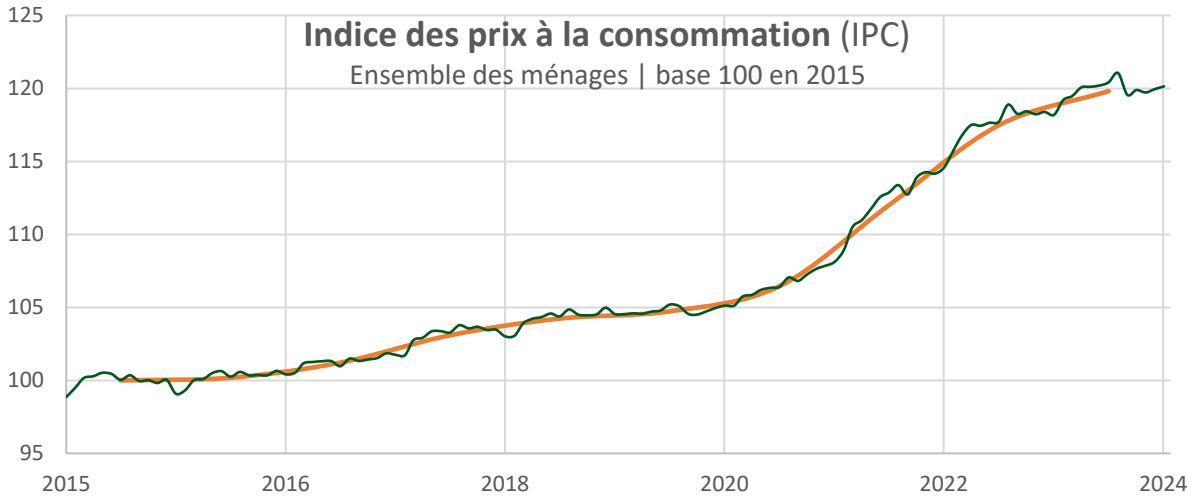


Figure 1 : Indice des prix à la consommation (source : Insee)

2.3. Echantillonnage

Elaboration d'un échantillon

L'accompagnement RecoCrèches est en plein déploiement. Une évaluation de cet accompagnement exige au préalable d'identifier les blocs communaux (communes ou EPCI) qui ont mis en œuvre le clausier. Cependant, certains blocs communaux peuvent ne pas appliquer le clausier dans son intégralité, mais bénéficier des conseils personnalisés sur les achats de produits de nettoyage pour la petite enfance. Il est donc difficile d'identifier des collectivités qui ont mis en œuvre pleinement cet accompagnement pendant un laps de temps suffisamment long afin d'apprécier toutes les répercussions.

Trois blocs communaux ont été sélectionnés pour évaluer les impacts de l'accompagnement RecoCrèches :

- La commune de **La Couronne** (Charente, périphérie d'Angoulême)
- La commune de **Gradignan** (Gironde, périphérie de Bordeaux)
- L'ECPI de **Val de Garonne** (Lot-et-Garonne, Marmande comme ville centre)

Recueil des données

Vertigo lab a construit un questionnaire pour recueillir les données nécessaires à l'évaluation des impacts.

Etant donné du nombre assez restreint de blocs communaux à enquêter et pour obtenir les données de bonne qualité, nous avons réalisé des entretiens en visio-conférence. Afin de préparer les réponses, le questionnaire a été envoyé une à deux semaines avant les entretiens. Ces entretiens ont eu le mérite d'identifier des problèmes potentiels de cohérence, et de recueillir des éléments plus qualitatifs permettant de mieux comprendre les données récoltées.

Afin de pouvoir mesurer au mieux ces indicateurs, nous avons mobilisé deux types de personnes des blocs communaux :

- Une personne en charge de la gestion des produits de nettoyage de la petite enfance
- Une personne en charge des RH pour le personnel de la petite enfance.

Par la suite une enquête qualitative a été réalisé auprès du personnel pour recueillir sa perception de l'accompagnement RecoCrèches et de ses conséquences sur son travail.

Les trois collectivités interrogées présentent des contextes et des dynamiques propres, qui éclairent la diversité des démarches engagées autour des achats responsables.

A **La Couronne** et pour **Val de Garonne Agglomération** (VGA), que ce soit avant ou après l'accompagnement RecoCrèches, le nettoyage des locaux s'effectue par le personnel de ces collectivités et les achats de produits d'entretien sont gérés directement par les services de la collectivité. Nous avons donc pu avoir accès à des données complètes et robustes sur le périmètre considéré.

À **Gradignan**, avant l'accompagnement RecoCrèches, une partie des achats de produits de nettoyage étaient initialement externalisés, intégrées au sein d'un marché de prestation de nettoyage complet auprès d'une société privée externe. La participation au dispositif RecoCrèches a constitué un levier pour internaliser ces achats, permettant ainsi à la commune de mieux maîtriser les produits utilisés et de se conformer aux exigences du clausier RecoCrèches. L'enjeu autour de la collecte de données se joue au niveau d'un périmètre différent incluant une prestation de service dans les montants globaux.

Les périmètres temporels considérés pour la collecte de données ont été choisis en cohérence avec le début de l'accompagnement RecoCrèches auprès des différentes structures sondées.

Organisation	AVANT	APRES
La Couronne	2022	2024
Val de Garonne	2019	2024
Gradignan	2016	2024

Le graphique suivant reprend les données générales dimensionnantes des structures interrogées.

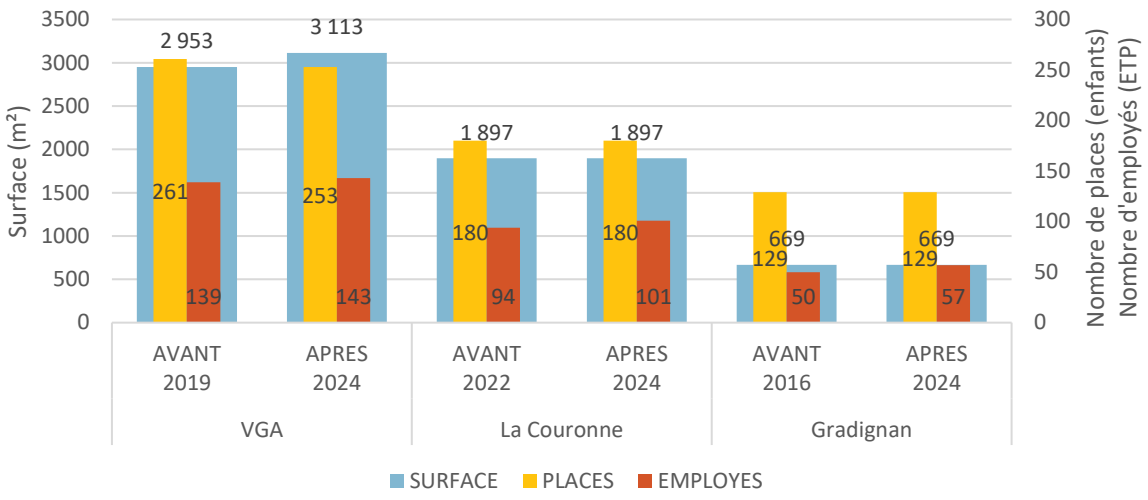


Figure 2 : Evolution de la surface, du nombre de place d'accueil d'enfants et du nombre d'employés des établissements (source : auteurs)

Traitement des données et évaluation des impacts

Une fois les données récoltées, nous évaluons les indicateurs retenus.
Un premier travail est réalisé au sein des trois blocs communaux. Nous évaluons pour chacun des indicateurs retenus s'il y a un impact imputé à l'accompagnement RecoCrèches. Pour chacun des indicateurs, nous mobilisons la méthodologie d'évaluation retenue et présentée ci-dessus. Grâce à l'entretien avec les principales personnes des blocs communaux, nous pouvons intégrer des éléments plus qualitatifs. Ils permettront de mieux comprendre les effets de causalité expliqués par l'accompagnement RecoCrèches.
Un second travail est effectué pour apprécier la capacité d'extrapoler les indicateurs évalués à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine. Les résultats d'extrapolation sont à interpréter avec une très grande prudence, étant donnée du nombre et de la faible représentativité des structures qui ont été enquêtées. Cette extrapolation est d'autant plus complexe que les résultats se basent sur des périmètres différents pour une des collectivités interrogées. Cette extrapolation vise surtout à donner un ordre de grandeur potentiel des effets de l'accompagnement RecoCrèches s'il était étendu à l'ensemble des structures des crèches publiques en Nouvelle-Aquitaine.

2.4. Bases de données mobilisées

Afin de pouvoir contextualiser les résultats obtenus et d'en faciliter l'interprétation, il a été nécessaire de mobiliser des bases de données publiques complémentaires. Ces données annexes ont permis de comparer les résultats observés avec les tendances sectorielles ou territoriales de référence. Cette mise en perspective est indispensable pour valider la robustesse des résultats, en souligner les écarts ou les convergences, et éclairer certaines dynamiques propres aux acteurs étudiés.

Le tableau ci-dessous récapitule les principales bases de données utilisées, ainsi que les raisons de leur mobilisation.

Titre	Source	Utilisation
Indice des prix à la consommation (IPC)	Insee	Correction des niveaux de prix prenant en compte l'inflation.
Indice de prix de production de l'industrie françaises pour le marché français. CPF 20.41 - Savons, détergents et produits d'entretien	Insee	Comparaison aux évolutions des coûts d'achats de produits d'entretien.
Indice de chiffre d'affaires - marché intérieur et export - 20.4 Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums	Insee	Estimation des niveaux de consommation de produits d'entretien en France.
Statistique régionales du commerce extérieur (exportations et importations)	Douanes et droits directs	Estimation des niveaux de consommation de produits d'entretien en France.
Mouvements de main d'œuvre	DARES	Calcul des taux moyen sectoriels de rotation du personnel
Statistiques sectorielles des accidents du travail en France Risque accidents du travail selon le secteur d'activité (CTN) et la nomenclature fine d'activité (code NAF)	DARES AMELI	Calcul des taux moyen sectoriels d'accidents du travail
Risque maladies professionnelles selon le secteur d'activité (CTN) et la nomenclature fine d'activité (code NAF)	AMELI	Calcul des taux moyen sectoriels de maladies professionnelles

Tableau 2 : Données externes mobilisées

2.5. Limites de l'évaluation

L'exercice d'évaluation mené dans le cadre de cette étude comporte plusieurs limites, tant sur le plan méthodologique que dans la disponibilité et la qualité des données collectées. L'évaluation a été contrainte par l'hétérogénéité des informations accessibles selon les sites. L'absence de certaines données clés sur un site, ainsi que la taille relativement restreinte de l'échantillon étudié, constituent des limites à la robustesse des résultats.

La diversité des contextes locaux, la variabilité des pratiques de suivi des achats et des stocks ou encore l'hétérogénéité des systèmes d'information limitent la possibilité d'une comparaison rigoureuse entre les sites.

Aussi, les méthodes employées visent à isoler les effets du programme RecoCrèches, notamment en recourant à des scénarios de référence pour neutraliser les facteurs conjoncturels. Toutefois, il reste possible que certains effets externes non identifiés soient à l'origine, au moins en partie, des évolutions observées, ce qui peut introduire un biais dans l'attribution des impacts au seul programme. Nos éléments de comparaison sont donc pertinents, mais possiblement incomplets.

Par ailleurs, certaines dimensions des impacts, notamment sociaux ou organisationnels, s'avèrent difficilement quantifiables et ne peuvent être appréhendées que par des analyses qualitatives, basées sur des entretiens ou des retours d'expérience.

Enfin, les effets de long terme ou indirects du dispositif d'accompagnement échappent aux outils classiques de mesure d'impact mobilisés.

3. Résultats obtenus

3.1. Analyse critique

Cette section propose une analyse critique des résultats obtenus pour chacun des indicateurs évalués. Elle vise à en décrire les principales tendances, à en proposer une interprétation au regard des objectifs de l'étude, et à en souligner les limites méthodologiques ou contextuelles. L'analyse est structurée autour des trois cas d'étude, afin de mettre en évidence les spécificités propres à chaque situation tout en identifiant d'éventuelles convergences ou divergences. Pour chaque indicateur, les résultats sont ainsi présentés de manière comparative, accompagnés d'un éclairage sur les facteurs explicatifs et les précautions à prendre dans leur lecture.

3.1.1. **Indicateur 1** : Nombre de références

Dans les cas d'études, on remarque, avant tout chose une réduction assez importante du nombre de références. Ce phénomène ne concerne que les produits catégorisés comme Détergent/Désinfectants. En toute cohérence avec les objectifs du programme RecoCrèches de générer moins de pollution chimique et de limiter l'utilisation de produits biocides, ce sont ces produits qui sont potentiellement les plus nocifs.

Une évolution du nombre de références achetées dans le cadre d'un marché public de produits d'entretien peut révéler plusieurs dynamiques intéressantes à différents niveaux.

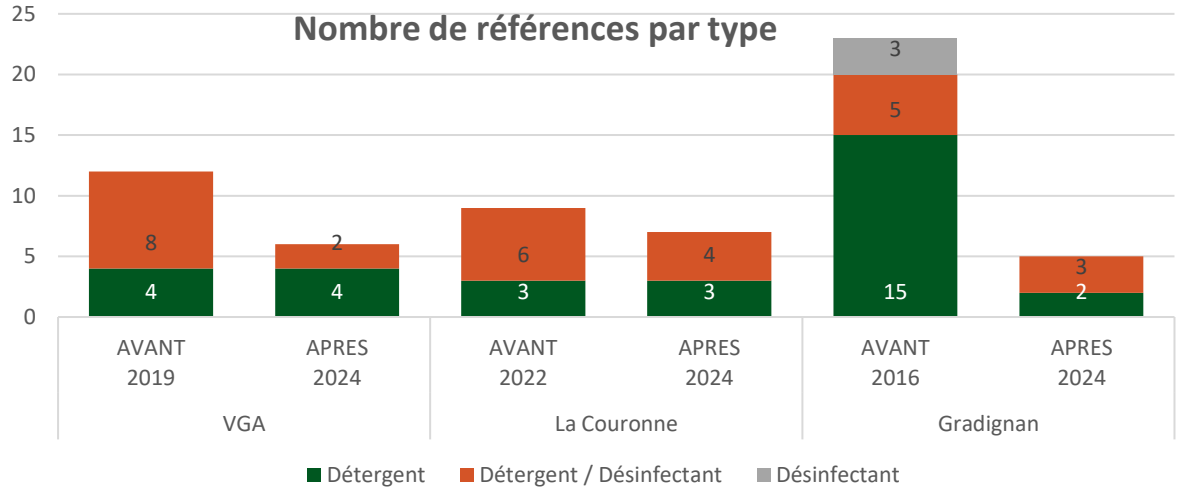


Figure 3 : Evolution du nombre de références de produits d'entretiens (source : auteurs)

La comparaison avec Gradignan, comme pour tous les indicateurs présentés ici est complexe pour les raisons évoquées dans les paragraphes précédents. La maitrise des produits utilisés avant accompagnement n'étant pas assurée, les chiffres présentés pour Gradignan sont incomplets. Cependant, ils reflètent les mêmes tendances de forte à très forte réduction du nombre de références gérées et utilisées par les établissements.

La réduction du nombre de références de produits d'entretien, observée dans les structures accompagnées, constitue un levier central d'optimisation. Elle est susceptible d'avoir des effets en cascade sur plusieurs dimensions : une gestion des stocks simplifiée, un usage plus homogène des produits, une meilleure maîtrise des quantités consommées, ainsi que des économies d'échelle facilitées par la concentration des achats sur un nombre restreint de références. Ces dynamiques peuvent se traduire concrètement dans les indicateurs analysés par la suite.

Gestion des stocks

La réduction du nombre de références suggère une rationalisation de la gamme de produits, ce qui facilite la gestion logistique et les processus de commande. Moins de références signifie généralement une simplification du stockage, une diminution des risques d'erreur ou de péremption ainsi qu'une meilleure rotation des stocks avec un potentiel en termes de gain d'espace. Cela indique également que les acheteurs ont recentré leurs besoins autour de produits multi-usages ou mieux adaptés, réduisant les doublons ou les produits peu utilisés. Les effets sur les couts de stockages seront particulièrement analysés dans le cadre des analyses de l'indicateur 3.

Utilisation des produits

La diminution du nombre de références permet une harmonisation des pratiques d'entretien, avec un nombre réduit de produits mieux connus, mieux utilisés et potentiellement plus efficaces. Cela se traduit par une montée en compétence des agents, une réduction des risques liées aux erreurs d'utilisation ainsi qu'une meilleure appropriation des consignes d'utilisation.

Economiquement

Sur le plan économique cette réduction peut avoir plusieurs effets. Sur les coûts directs, moins de références peut signifier des achats en volumes plus importants par produit favorisant les économies d'échelle (prix unitaires négociés plus faibles). Les effets sur les niveaux de dépenses seront particulièrement analysés dans le cadre des analyses de l'indicateur 2.

Sur les coûts indirects, la réduction du nombre de références permet de gagner du temps sur la gestion des achats, des stocks et sur les formations. Cela se traduit par des gains d'efficacité. Enfin, cela permet également à l'acheteur d'avoir une meilleure lisibilité de ses dépenses, d'analyser ses consommations pour identifier les gaspillages.

La réduction du nombre de références, effectivement constatée pour les structures ayant suivi un accompagnement RecoCrèches, nous donne un aperçu des gains potentiels. Les indicateurs suivants permettront de confirmer ou non ces hypothèses.

3.1.2. **Indicateur 2** : Achats

Dans les cas d'étude de Val de Garonne et La Couronne, on observe une baisse plus ou moins importante des dépenses réalisées en produits d'entretiens. Les chiffres suivants ont

déjà été corrigés des effets de l'inflation. Pour correctement interpréter et mettre en relief ces résultats, nous les comparons aux tendances sectorielles que l'on peut constater au niveau national. On remarque que les réductions les plus importantes sont réalisée et ciblée en priorité sur les produits Détergents/Désinfectants.

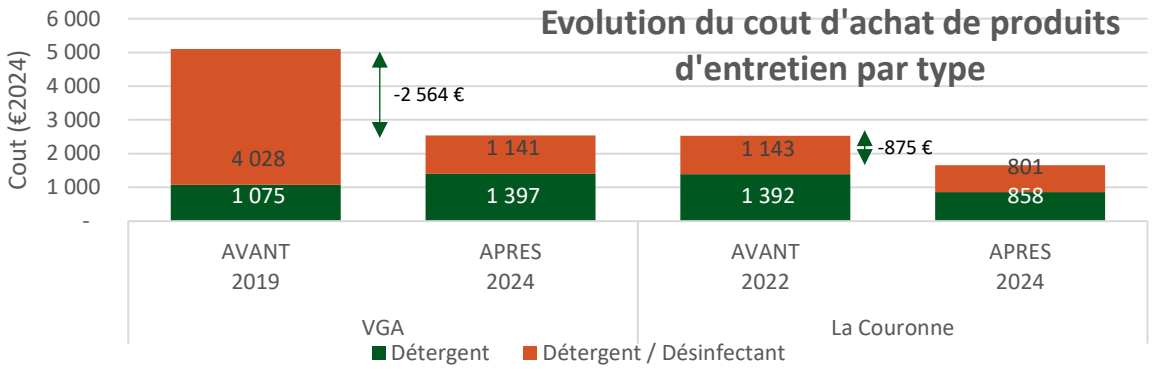


Figure 4 : Evolution du cout d'achats de produits d'entretiens (source : auteurs)

Dans la figure précédente, on observe une baisse importante du coût des produits d'entretiens pour les structures. Les coûts (corrigés) évoluent comme suit :

- Entre 2019 et 2024, **VGA** a réduit ses coûts d'achats de **-50,3%** dont **+30 %** pour les achats de **détergents** et **-71,7%** pour les achats de **détergents / désinfectants**.
- Entre 2022 et 2024, **La Couronne** réduit ses coûts d'achats de **-34,5%** dont **-38,3%** pour les achats de **détergents** et **-29,9%** pour les achats de **détergents / désinfectants**.

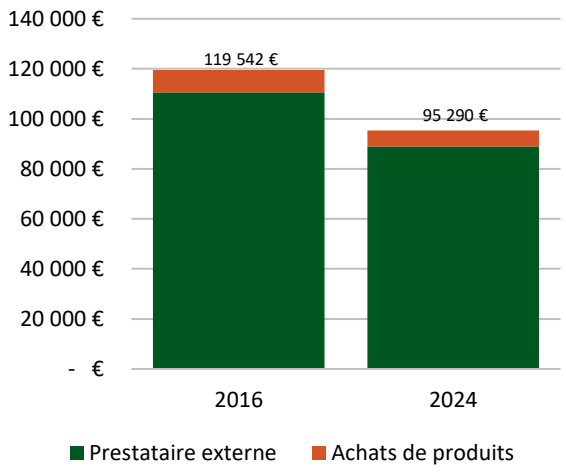


Figure 5 : Evolution des dépenses de prestation de nettoyage et de produits d'entretien de la ville de Gradianan

Au regard des données disponibles pour Gradignan, une analyse spécifique est nécessaire pour comprendre les effets de l'accompagnement RecoCrèches sur les dépenses en produits d'entretien de la ville de Gradignan.

- Entre 2016 et 2024, **Gradignan** a donc réduit ses coûts globaux liés aux achats et de prestation de service de nettoyage de **- 20,3%** dont **-19,6%** pour les dépenses en **services de prestation de service de nettoyage** et **-29%** pour les achats de **produits d'entretien** à périmètre variable.

N'ayant pas de données plus précise à notre disposition pour comparer directement les données de la ville de Gradignan aux données des autres collectivités interrogées, nous analyserons ces résultats de manière différenciée.

Afin de comprendre les raisons de ces baisses, et pouvoir, ou non, les attribuer au travail réalisé lors de l'accompagnement RecoCrèches, il est nécessaire de les comparer aux évolutions et tendances sectorielles.

Nous comparons alors ces évolutions aux deux indicateurs conjoncturels pouvant affecter ce coût :

- L'évolution du prix moyen des produits d'entretien relativement à l'inflation
- L'évolution du niveau de consommation moyen de produits de nettoyage

Prix des produits de nettoyage

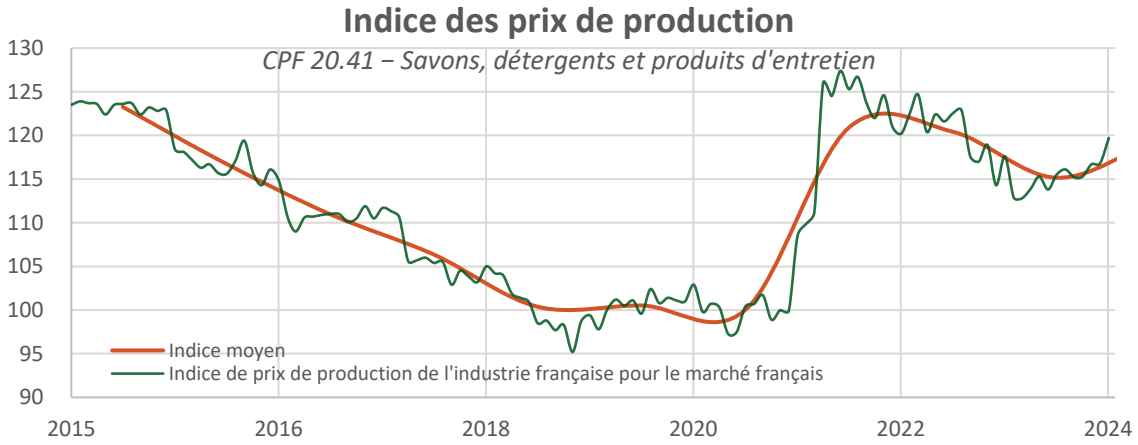


Figure 6 : Indice des prix de production de Savons, détergents et produits d'entretien (source : INSEE)

Le marché français des savons, détergents et produits d'entretiens traduit une forte hausse des prix de production entre 2021 et 2022. Cette forte hausse est liée à la crise du Covid-19 ou la demande sur ces produits a fortement augmenté. Après 2022, les prix de production baissent sans jamais atteindre les niveaux d'avant la crise sanitaire. Le tableau suivant reprend l'évolution des prix :

ANNEE	INDICE *(non corrigé - base 100 en 2024)*	INDICE *(corrigé - base 100 en 2024)*
2024	100	100
2022	105	112,3
2019	87,2	100,2
2016	101,4	121,2

Les prix (non corrigés) ont évolué de :

- **-1,3%** entre **2016** et **2024**
- **+14,7** entre **2019** et **2024**
- **-4,7%** entre **2022** et **2024**

Les prix (corrigés) ont évolué de :

- **-17,5%** entre **2016** et **2024**
- **-0,2%** entre **2019** et **2024**
- **-11,0%** entre **2022** et **2024**

Si les prix courants des produits d'entretien ont pu connaître une légère baisse voire une hausse importante sur certaines périodes, celle-ci est restée bien inférieure à l'inflation générale. Les prix corrigés ont baissé de manière importante ou stagné par rapport à l'augmentation générale des niveaux de prix. En euros constants, cela se traduit donc par une **baisse des prix** des produits d'entretien sur les périodes considérées. Cette évolution à la baisse n'est cependant pas du tout au niveau des baisses constatées dans les structures évaluées. Cela implique que si une partie des économies observées dans les structures accompagnées sont probablement dues à un effet prix, l'accompagnement RecoCrèches a joué un rôle fondamental dans ces baisses.

Niveau de consommation

Un **deuxième facteur externe** est susceptible d'impacter le coût d'achat de produits d'entretiens. Il correspond à l'évolution de la consommation en volume des produits de nettoyage. En effet, le marché français et les pratiques du secteur peuvent évoluer, impliquant une baisse générale des niveaux de consommation (tendance à plus ou à moins utiliser de produits d'entretiens).

Cependant, il n'existe pas de données publiques externes nous permettant d'évaluer les pratiques de consommation de produits d'entretien dans les établissements d'accueil de la petite enfance, ni pour tout autre acteur du secteur, ni même concernant les niveaux généraux de consommation de produits d'entretiens en France. Pour évaluer le niveau général de consommations de produits d'entretiens en France, nous regardons la taille du marché français pour ces produits à partir des données de chiffre d'affaires et des données des douanes pour estimer les importations et les exportations. La taille du marché français, correspondant à la consommation domestique de produits de nettoyage, s'estime selon la formule suivante : $\boldsymbol{March\acute{e}_{FRANCE} = Chiffre\ d'Affaires_{FRANCE} + importations - exportations}$.

Il est important de préciser que dans les statistiques publiques, il n'a été possible d'isoler dans la consommation de produits de nettoyage la partie expliquée par la consommation provenant du secteur de la petite enfance. On n'a pu comparer uniquement l'évolution des coûts d'achats de produits de nettoyage dans les crèches enquêtées par rapport au montant total de consommation des produits de nettoyage en France.

Le graphique ci-dessous présente la contribution des principaux déterminants qui ont permis d'estimer la consommation domestique de produits de nettoyage en France.

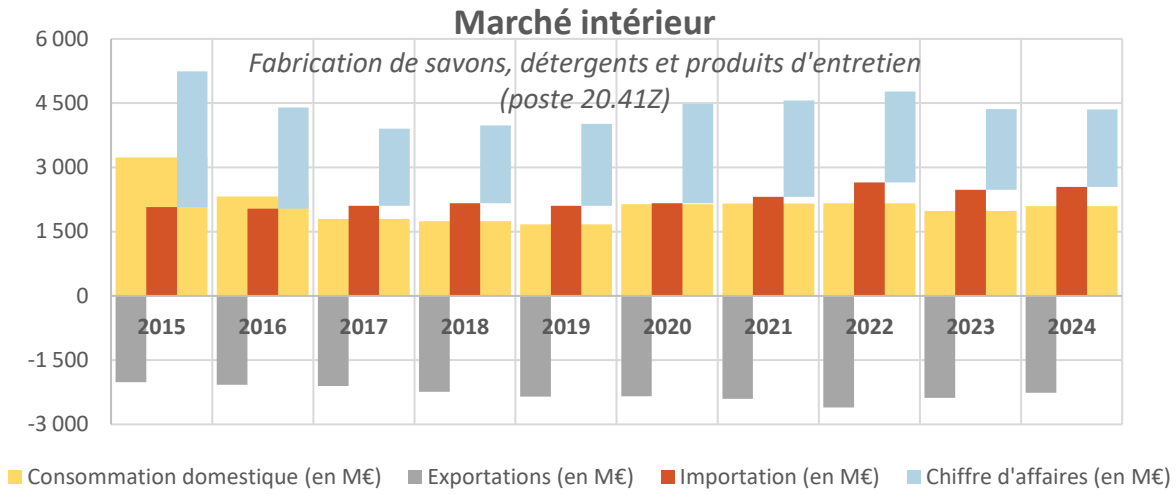


Figure 7 : Evolution du marché français de produits d'entretiens, en euro constant base 2024 (source : auteurs, INSEE, Douanes)

Nous estimons ainsi l'évolution du niveau global de consommation de produits d'entretien à une diminution de **-9,7%** entre **2016** et **2024**, une augmentation de **+25,6%** entre **2019** et **2024** et une diminution de seulement **-3,1%** entre **2022** et **2024**.

Il intéressant de souligner que la crise sanitaire liée au Covid-19 a interrompu, voire inversé, au moins jusqu'à 2023, la tendance à la baisse de la consommation domestique de produits de nettoyage observée jusqu'alors.

Les organisations évaluées présentent une baisse de leurs coûts plus importante que ce que peut expliquer les tendances conjoncturelles. La conjoncture ne participe que peu à ces résultats. Par exemple, Gradignan ne pourrait expliquer que la moitié de ses gains par des facteurs conjoncturels. Tous ces gains ne résultent donc pas d'une baisse tendancielle observée à l'échelle française de la consommation de savons, détergents et produits d'entretien. La baisse des coûts est d'autant plus importante lorsque la consommation générale tendancielle augmente ou stagne.

Ces réductions s'observent de manière absolue comme de manière relative comme en témoigne les graphiques suivants. En effet, concrètement, le coût ramené à la surface et au nombre de place d'accueil disponibles dans ces établissement est également réduit.

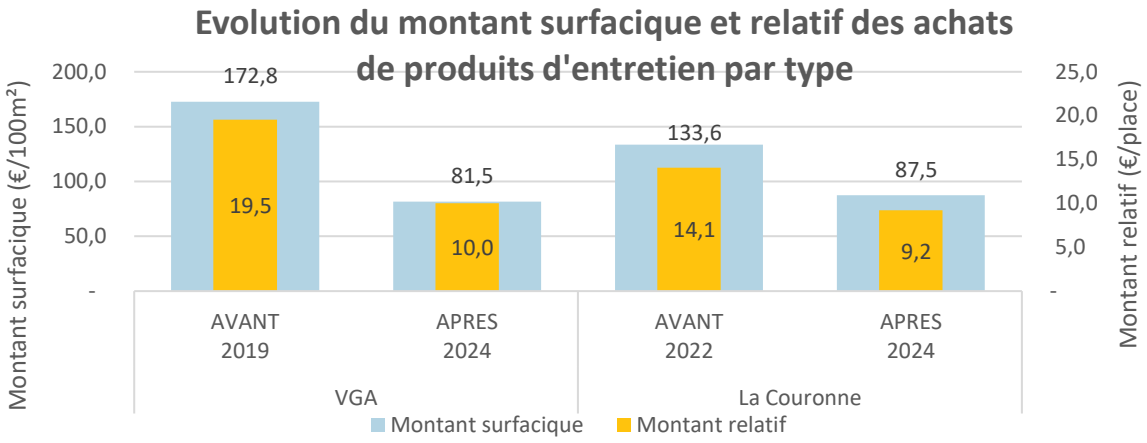


Figure 8 : Evolution du cout d'achat des produits par unité de surface et par place (source : auteur)

En ce qui concerne Gradignan, les sommes relatives dédiées au nettoyage et produit d'entretien (prestation + achats) sont de l'ordre de 119 542 € (dont 110k€ pour les prestations de nettoyage et 8,9k€ pour les achats de produits d'entretien) en 2016 et 95 290 € (dont 88,9k€ pour les prestation de nettoyage et 6,3k€ pour les achats de produits d'entretien) en 2014. Cette baisse absolue des dépenses de prestation nettoyage et d'achats de produits d'entretien se traduit également de manière relative par une évolution de l'ordre **- 188 €/place** (passant de 926,7 €/place en 2016 à 736,7 €/place en 2024) et **– 3 625 €/100m²** (passant de 17 868,8 €/100m² en 2016 à 14 243,6 € en 2024).

Les analyses monétaires relatives au coût d'achat de produits d'entretien pour les organisation évaluées corroborent avec les analyses en quantité physique. On remarque en effet une baisse importante des achats et donc de l'utilisation de produits de type détergent / désinfectant qui sont les produits les plus ciblés par l'accompagnement RecoCrèches. Ces diminutions sont compensées par une légère augmentation de la quantité de produits détergents simples.

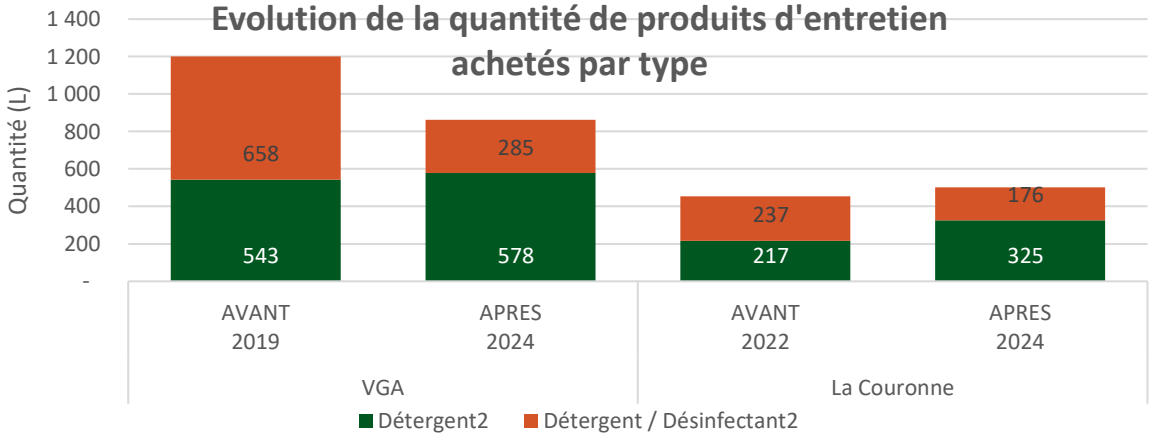


Figure 9 : Evolution de la quantité de produits d'entretiens achetés (source : auteurs)

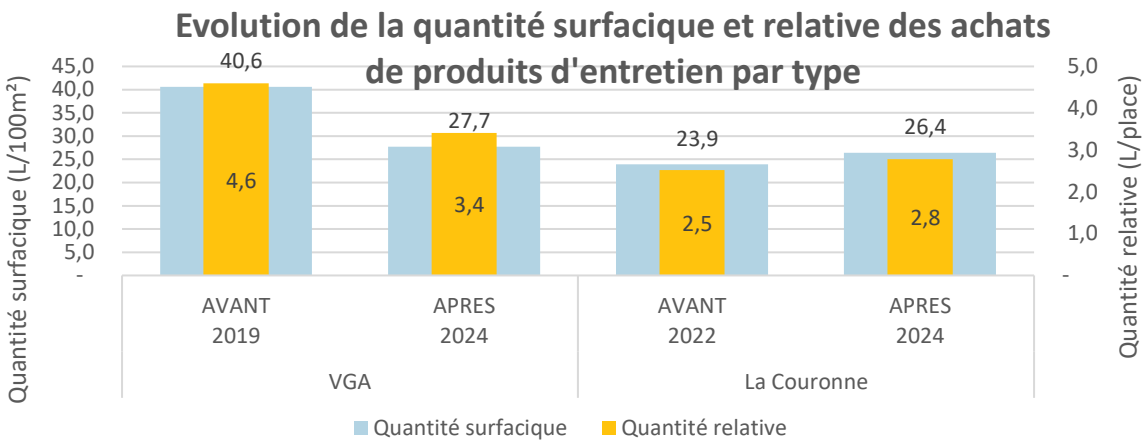


Figure 10 : Evolution de la quantité de produits achetés par unité de surface et par place (source : auteur)

Nous ne possédons pas de données robustes concernant les quantités achetées et utilisées pour le nettoyage des locaux des établissements gérés par la ville de Gradignan.

Conclusion

On observe dans l'ensemble des cas étudiés, une réduction significative des coûts directs liés à l'usage de produits d'entretien, à la fois en valeur absolue, au mètre carré et par place en crèche, et ce, même après neutralisation des effets conjoncturels. On peut donc établir l'efficacité économique du programme RecoCrèches sur cet indicateur.

3.1.3. **Indicateur 3** : Stocks

La collecte de données concernant les stocks de produits d'entretien s'est avérée parfois incomplète concernant les niveaux avant accompagnement RecoCrèches. Nous n'avons pas pu récupérer d'information d'inventaire complète pour VGA en 2019.

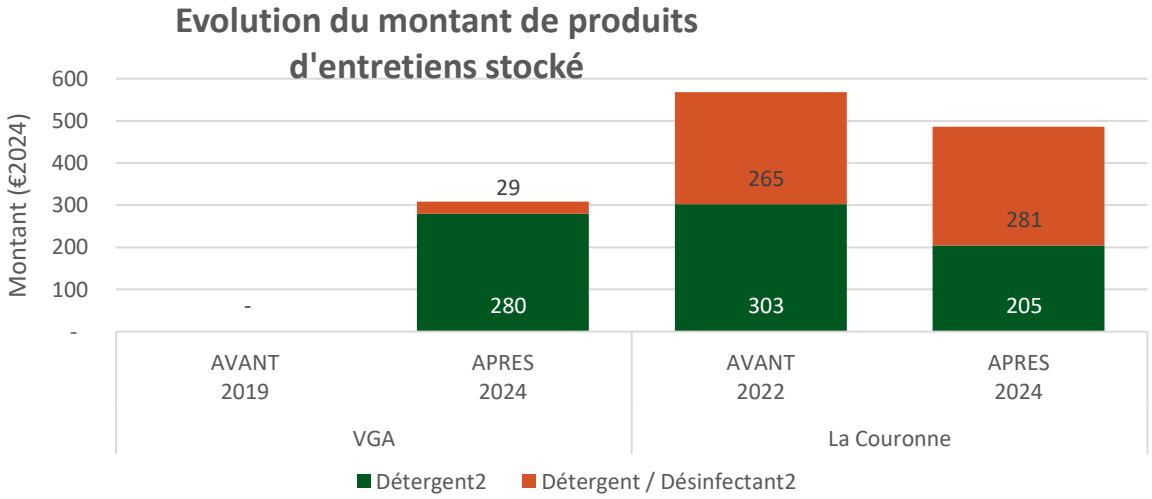


Figure 11 : Evolution de la valeur monétaire du stock de produits d'entretien (source : auteurs)

Pour La Couronne, on observe une baisse nette des niveaux de stock entre la période précédant et suivant l'accompagnement RecoCrèches, avec une diminution d'environ **- 14 %** des montants entre **2022** et **2024**.

En proportion des quantités achetées, les niveaux de stock représentaient :

- **12%** des montant annuels achetés pour **VGA** en **2024**
- **26%** pour **La Couronne** en **2019**
- **29%** pour **la Couronne** en **2024**

On observe une légère hausse du ratio stock/achats pour La Couronne entre 2019 et 2024 qui se traduit donc par une légère augmentation du coût stockage relativement au niveau de dépenses. Cette hausse peut s'interpréter comme un effet mécanique de la baisse des achats : la réduction des volumes commandés étant accompagnée d'une diminution des usages, les niveaux de stock – bien qu'en baisse absolue – apparaissent proportionnellement plus élevés.

De manière générale, cette analyse repose sur l'hypothèse que les niveaux de stock recensés sont représentatifs. Il s'agit toutefois d'une photographie à un instant *T*, dont l'interprétation dépend des conditions d'inventaire (éloignement de la dernière commande, fréquence d'usage, etc.). Une baisse des achats reflète ici une baisse des usages, qui se traduit également par une diminution des stocks mobilisés.

Enfin, cette tendance à la baisse s'observe également lorsqu'on rapporte les niveaux de stock à la surface traitée ou au nombre d'enfants accueillis.

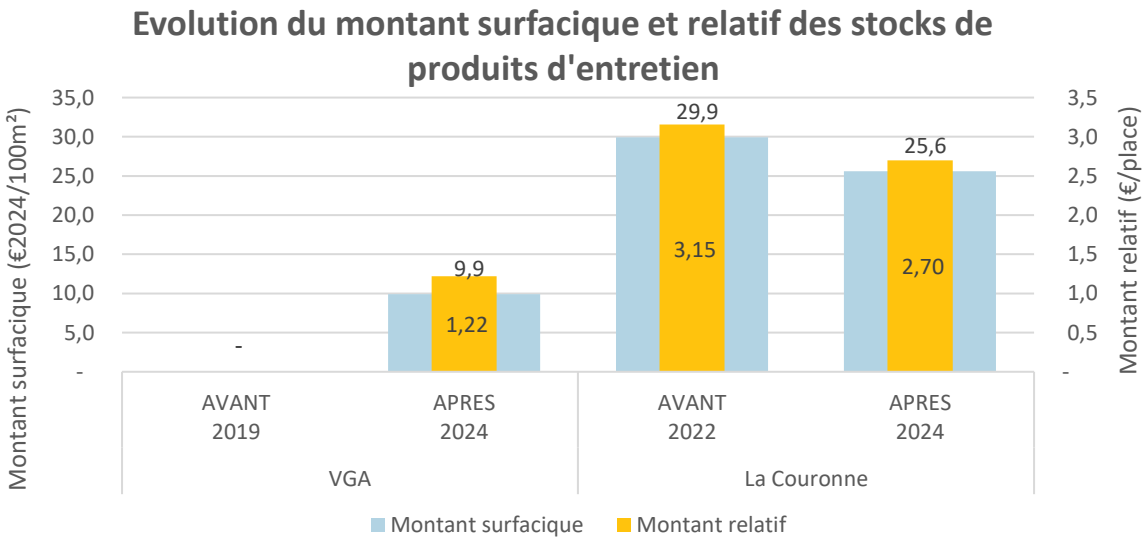


Figure 12 : Evolution de la valeur monétaire surfacique et par enfant du stock de produits d'entretien (source : auteurs)

On observe également une baisse de l'ordre de **-4%** des quantités de produits d'entretien stockée à **La Couronne** entre **2022** et **2024**.

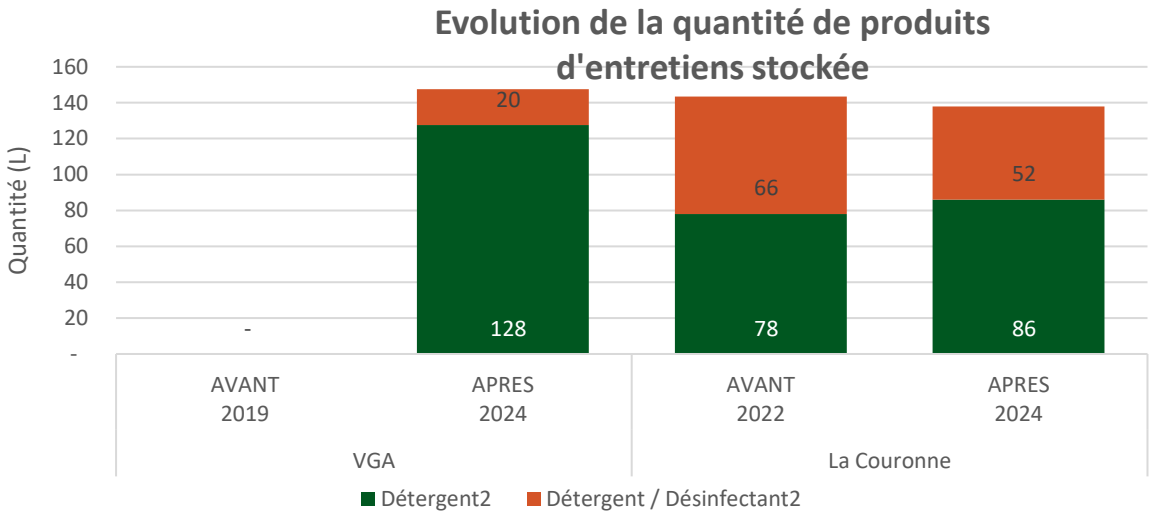


Figure 13 : Evolution de la quantité de produits d'entretien stockés (source : auteurs)

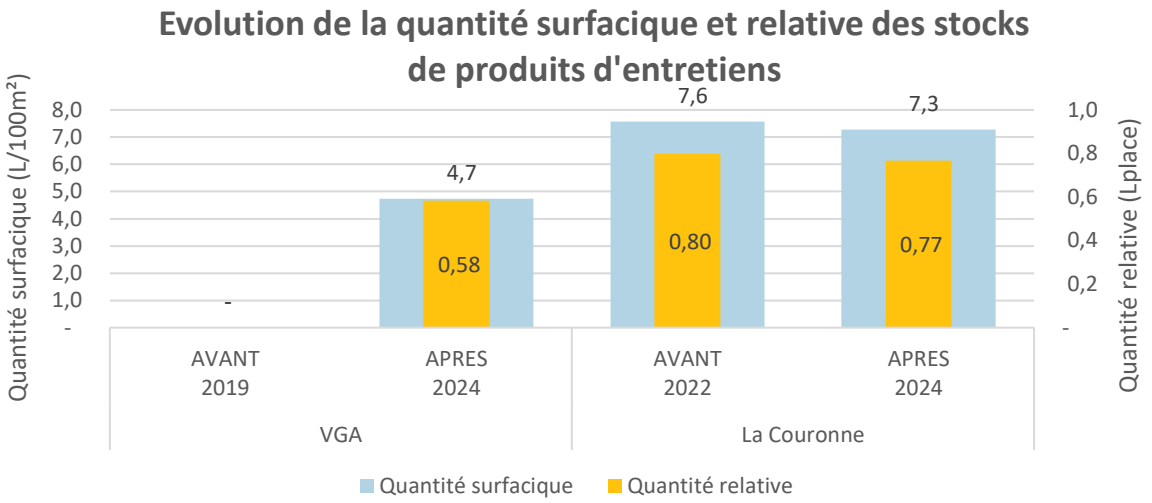


Figure 14 : Evolution de la quantité surfacique et par enfant de produits d'entretien stockés (source : auteurs)

Les données collectées auprès de la ville de Gradignan ne permettent pas d'établir les mêmes indicateurs de manière complète.

Conclusion

En dépit du nombre restreint de données exploitables concernant l'évolution des stocks, les cas étudiés montrent une tendance claire à la baisse des niveaux de stock, tant en valeur monétaire qu'en volume. Ces premiers résultats, bien que partiels, suggèrent un ajustement progressif des pratiques d'achat et de gestion, cohérent avec les objectifs d'optimisation portés par le programme.

3.1.4. **Indicateurs** liés aux ressources humaines

Taux de rotation du personnel, accidents du travail, maladies professionnelles

Au-delà de ses effets sur les pratiques d'achat et les dépenses, le programme RecoCrèches soulève des enjeux importants en matière de conditions de travail pour les personnels chargés de l'entretien des locaux. L'exposition quotidienne aux produits d'entretien peut en effet impacter la santé, la sécurité et le bien-être au travail. Ce chapitre s'intéresse ainsi aux effets du programme sur les ressources humaines, à travers l'analyse d'indicateurs quantitatifs tels que le taux de rotation du personnel, les accidents du travail ou les maladies professionnelles, complétés par une approche qualitative basée sur le ressenti des agents concernés. Ensemble, ces données permettent de mieux comprendre comment l'évolution des pratiques d'achat peut également contribuer à améliorer la qualité de vie au travail.

Rotation du personnel

Le taux de rotation du personnel (turnover) dans les établissements étudiés n'est pas uniquement lié aux effets de l'utilisation des produits d'entretien. Toutes les personnes recensées dans ces indicateurs ne sont pas amenées à faire des taches de nettoyage récurrent. Sont compris tous les effectifs des établissement. Sont alors compris les agents d'entretien, le personnel pédagogique - également amené à réaliser des tâches d'entretien courant -, le personnel administratif et des salariés exerçant d'autres types de métier.

Le graphique à gauche ci-dessous présente l'évolution des principaux déterminants qui jouent dans la rotation du personnel. Le graphique à droite ci-dessous expose l'évolution du turn-over (exprimé en pourcentage).

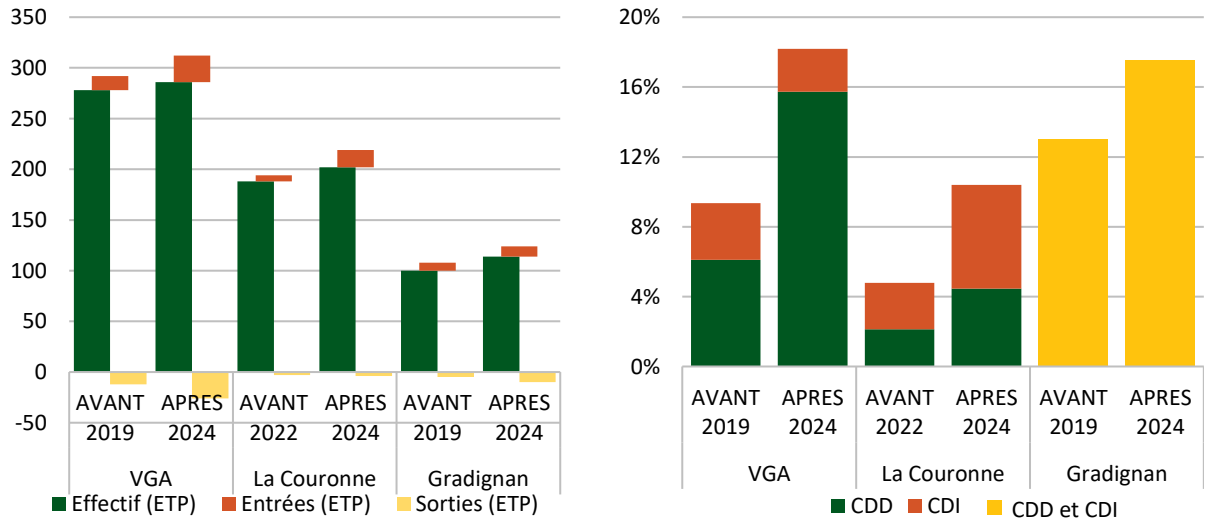


Figure 15 : Evolution du taux de rotation du personnel (source : auteurs)

Dans l'ensemble des cas d'étude, une augmentation du taux de turnover est observée. Bien que cet indicateur ne concerne pas uniquement les personnes en charge du nettoyage ou en contact avec des produits de nettoyage, cette tendance reste significative et mérite

d'être signalée. Elle traduit notamment une dynamique d'embauche marquée reflétée par l'évolution des effectifs. À Val de Garonne Agglomération (VGA), cette évolution est accentuée par un taux de départs en CDD particulièrement élevé, qui reflète un recours accru à des contrats de courte durée.

Pour objectiver les taux de rotation calculés, on les compare aux tendances sectorielles.

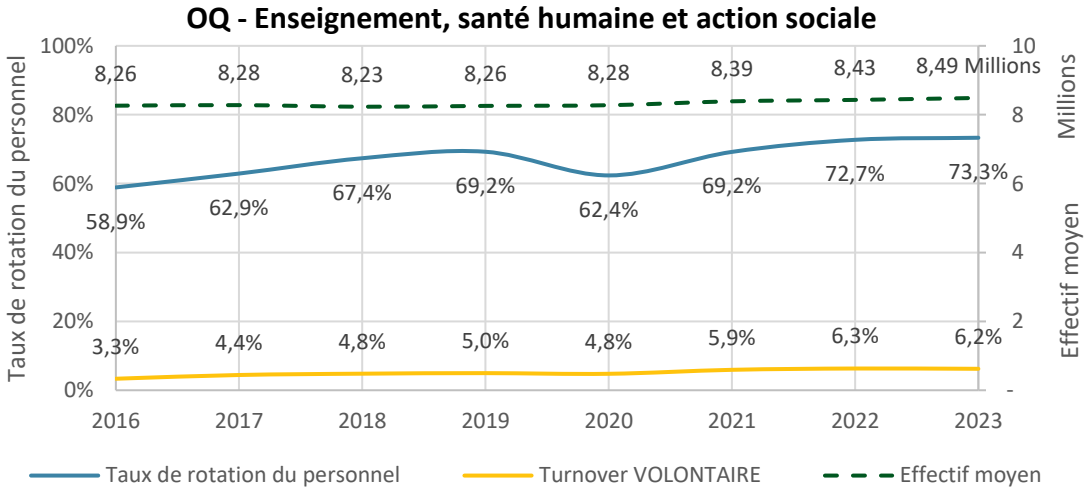


Figure 16 : Evolution du taux de rotation du personnel (volontaire et total) dans le secteur de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale (source : INSEE)

Dans le secteur de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action social, qui correspond au secteur d'activité des établissements recevant des jeunes enfants, les chiffres nationaux montrent de grandes divergences quant aux taux de rotation du personnel. En effet, le taux de rotation du personnel peut être lié à plusieurs facteurs :

- Départs à la retraite
- Fin de contrat CDD ou de période d'essai
- Démissions ou ruptures conventionnelles
- Licenciements économiques ou non économiques

On distingue ainsi les départs "volontaires" de la part des salariés des départs "non volontaires". On suppose que les effets sur la santé, le bien-être au travail de l'accompagnement RecoCrèches, via l'utilisation de produits moins nocifs, mieux utilisés, une meilleure gestion des produits, des stocks et des achats exerce une influence sur les départs volontaires uniquement. On calcule ainsi spécifiquement le turnover volontaire. Sont alors exclus du calcul coté **départs** les départs à la retraites, les licenciements et les fins de contrats ainsi que côté **embauches** les remplacements de personnels liés à des départs à la retraite et les renouvellements de CDD.

Si le turnover volontaire est en constante évolution - doublement en 8 ans -, les établissements étudiés.

Le turnover des établissements étudiés a fortement augmenté après l'accompagnement RecoCrèches. Cependant, il est fortement lié à l'augmentation des effectifs. Dans le même

temps, le nombre de place est resté constant sur les établissements sauf pour VGA où il a diminué de 8 places.

Pour les périodes étudiées, on remarque en effet davantage d'embauches, en CDD comme en CDI. Les taux de rotation du personnel après l'accompagnement sont compris entre 10% et 18%. Ces chiffres sont bien inférieurs aux taux moyens du secteur - environ 70% - mais sont tout de même supérieurs aux taux de rotation du personnel "volontaire" calculés - entre 5% et 6% en moyenne -.

Rien n'indique alors que l'on puisse attribuer à l'accompagnement RecoCrèches l'augmentation du turnover entre les périodes de référence et 2024.

Accidents et maladies professionnelles

Bien qu'aucun accident du travail ni aucune maladie professionnelle n'aient été recensés dans les établissements de l'échantillon, que ce soit avant ou après l'accompagnement RecoCrèches, il reste pertinent de replacer ces résultats dans le contexte plus large du secteur. À l'échelle nationale, les agents chargés du nettoyage dans les établissements accueillant de jeunes enfants peuvent être exposés à divers risques, notamment des troubles musculosquelettiques (TMS), des affections respiratoires ou cutanées, liés à l'utilisation fréquente de produits chimiques.

Le graphique ci-dessous expose l'évolution de l'incidence d'accidents de travail à l'échelle nationale pour les secteurs associés à la petite enfance et au nettoyage des locaux.

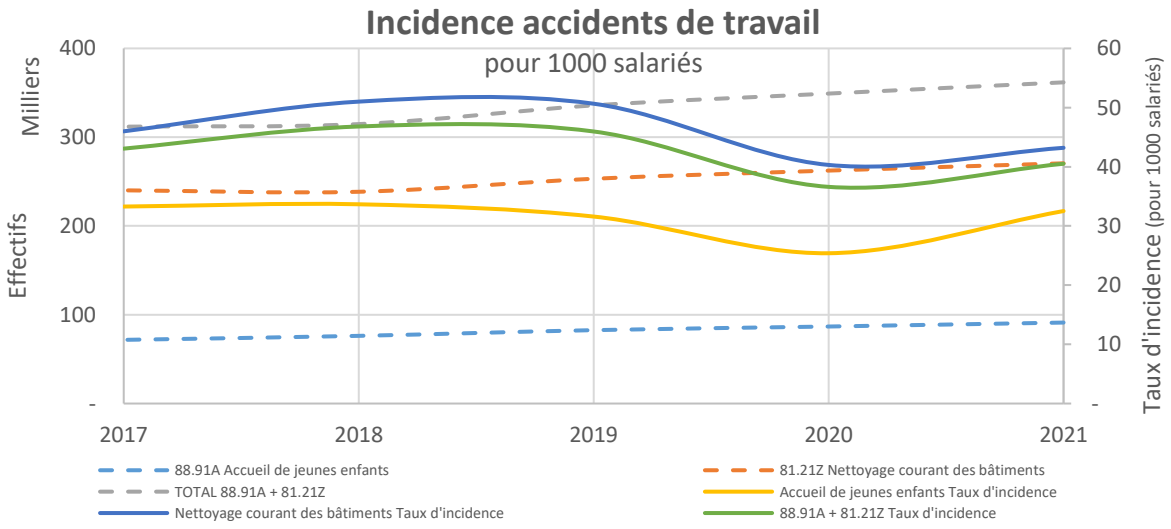


Figure 17 : Evolution nationale de l'incidence des accidents du travail dans les secteurs de l'accueil de jeunes enfants et du nettoyage courant des bâtiments (source : Sécurité Sociale)

On le voit bien dans la figure précédente, le taux d'incidence d'accidents de travail dans les secteurs de l'accueil de jeunes enfants comme dans le secteur du nettoyage courant des bâtiments a tendance à très légèrement baisser ces dernières années. Ceci est également dû à l'augmentation des effectifs sur la même période. En effet, le taux d'incidence est calculé pour 1 000 salariés afin de neutraliser les effets liés à l'évolution du nombre de salariés dans le temps et ainsi éviter les biais d'interprétation. Il est intéressant de noter que

la baisse observée jusqu'en 2020 pourrait refléter les efforts engagés pour réduire l'usage de produits nocifs. À l'inverse, la hausse constatée à partir de 2020 pourrait s'expliquer par une utilisation accrue de produits désinfectants, potentiellement plus nocifs, dans le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

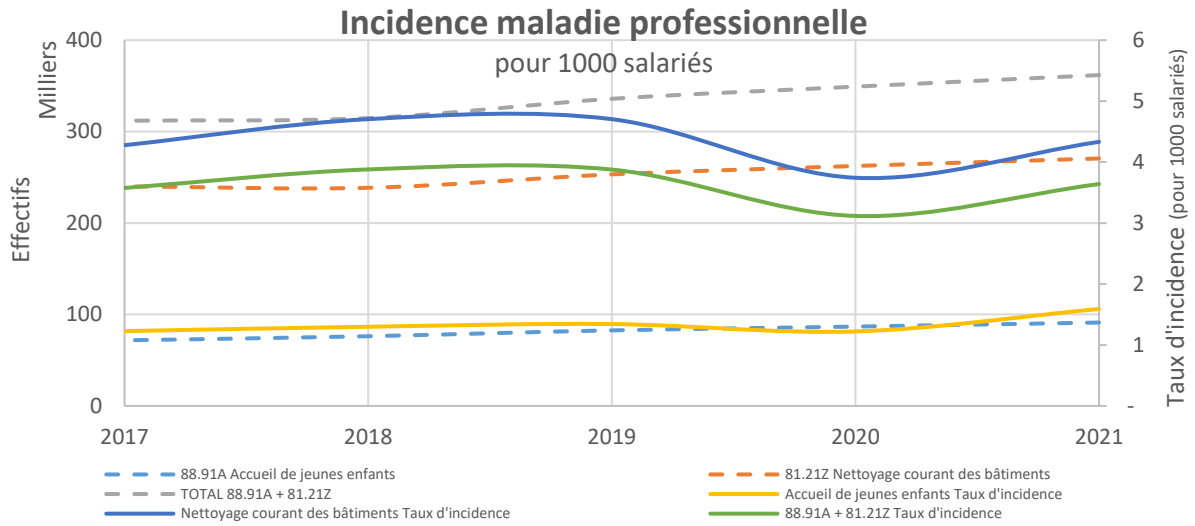


Figure 18 : Evolution de l'incidence des maladies professionnelles dans les secteurs de l'accueil de jeunes enfants et du nettoyage courant des bâtiments (source : Sécurité Sociale)

Pour les déclarations de maladies professionnelles dans les secteurs analysés, on remarque une très légère augmentation du taux d'incidence.

L'absence de cas déclarés dans notre panel ne permet donc pas de tirer de conclusions statistiques, mais invite à s'interroger sur la sous-déclaration possible de certains troubles ou sur la faible taille de l'échantillon.

L'analyse qualitative des questionnaires, qui porte sur le ressenti des agents quant à leur exposition et à l'évolution de leurs conditions de travail, constitue dès lors une source précieuse pour appréhender les effets du programme sur la santé au travail.

Retour d'expérience des agents

Dans chacune des collectivités sondées, des membres du personnels ont répondu à une enquête spécifique sur les effets de l'utilisation des produits d'entretien et de leur perception des effets de l'accompagnement RecoCrèches. Nous avons recueilli 5 réponses. A travers leurs réponses, ces membres du personnel portent la parole de leurs collègues également concernés.

Dans l'ensemble, les salariés ayant répondu à l'enquête remarquent de très nettes améliorations de leur confort et de la qualité de vie au travail après l'accompagnement RecoCrèches. Les répondants sont deux agents d'entretien, une auxiliaire de puériculture et une ATSEM. Leurs fonctions prévoyaient en moyenne **20,6 heures par semaine** de nettoyage (de 5h à 35h) avant l'accompagnement et en prévoient **14,2 heures par semaine** (de 3h à 20h) en 2024.

Avant accompagnement RecoCrèches, les agents d'entretiens de VGA et La Couronne ainsi que l'auxiliaire de puériculture de Gradignan mentionnent subir une **gêne ou un inconfort lié à l'utilisation des produits chimique** dans le cadre de leurs fonction **au moins une fois par jour** contre **au moins une fois par mois** pour l'auxiliaire de puériculture et l'ATSEM de La Couronne. Ces gênes sont principalement des irritations (3 personnes sur 5) des éternuements et gênes olfactives (3 personnes sur 5) et des maux de tête (1 personne sur 5). Si ces gênes étaient très présentes dans le quotidien de ces salariés, elles n'ont abouti à aucun arrêt de travail pour accident ou maladie professionnelle.

En 2024, après l'accompagnement RecoCrèches, les personnes interrogées mentionnent de manière unanime ne plus **jamais** ressentir d'inconfort ou de gêne lié à l'utilisation des produits d'entretien.

> « Nous avons gagné en confort (un seul produit) et en qualité de travail (moins d'exposition aux produits chimiques, produit plus naturel et sain) »
>
> Auxiliaire de puériculture | **La Couronne**

A la question *"Comment percevez-vous l'amélioration de l'environnement intérieur dans votre crèche depuis la mise en œuvre du programme RecoCrèches ?"*, les personnes interrogées ont répondu percevoir une **Forte** amélioration (3/5) à une **Très forte** amélioration (2/5).

A la question *"Percevez-vous une réduction de votre stress ou de votre inquiétude concernant votre exposition aux produits chimiques dans votre lieu de travail ?"*, les personnes interrogées ont répondu percevoir une **Forte** réduction (4/5) à une **Très forte** réduction (1/5).

> « L'utilisation d'un seul produit, avec une composition plus saine apporte plus de confort et favorise une meilleure qualité de travail. »
>
> ATSEM | **La Couronne**

De manière plus générale, le programme RecoCrèches a permis une montée en compétence et une forte sensibilisation des personnels sur les questions de la pollution chimique et de l'exposition des jeunes publics à ces substances.

> « Le programme RecoCrèches nous a fait prendre conscience des risques liés à l'utilisation de ces produits issus de la pétrochimie exposant enfants et professionnels. »
>
> Agent d'entretien | **Val de Garonne Agglomération**

Enfin, la démarche d'achat responsable engagée dans le cadre de l'accompagnement RecoCrèches a parfois permis un élargissement des bonnes pratiques sur l'ensemble du périmètre de l'acheteur public et de ses missions.

« Cette démarche a été une porte d'entrée concernant nos pratiques, d'une consommation parfois excessive à des achats plus raisonnés ; vers un engagement plus global aujourd'hui : produits alimentaires, compostage, recyclage de matériaux et limitation du plastique… »

Agent d'entretien | **Val de Garonne Agglomération**

Conclusion

Bien que les données quantitatives disponibles ne permettent pas d'objectiver une évolution en matière de santé au travail (accidents et maladies) – en raison notamment de l'absence de cas recensés dans l'échantillon – l'analyse qualitative issue des retours d'expérience des agents en charge, entre autres, du nettoyage met en évidence une amélioration marquée de leurs conditions de travail. Les salariés interrogés soulignent une meilleure appropriation des produits, une réduction perçue des nuisances (olfactives, cutanées, respiratoires) et un gain de confort dans l'exécution des tâches. Ces éléments confirment que les changements opérés dans les pratiques d'achat peuvent constituer un levier concret d'amélioration du quotidien professionnel, au-delà de leurs seuls effets économiques et environnementaux.

4. Généralisation des résultats

Afin d'illustrer le potentiel économique d'une généralisation des démarches d'achats responsables à l'échelle régionale, une extrapolation des gains financiers observés dans l'échantillon étudié a été réalisée pour l'ensemble des établissements accueillant de jeunes enfants en Nouvelle-Aquitaine. Cette estimation, bien qu'entièrement fictive et non représentative en raison de la taille réduite de l'échantillon, permet de donner un ordre de grandeur des économies envisageables si de telles pratiques étaient déployées à grande échelle. Elle ne tient compte que des coûts directs liés aux achats de produits d'entretien, sans intégrer les bénéfices potentiels sur la santé des professionnels ou des enfants. L'objectif ici est avant tout de proposer un éclairage prospectif, susceptible d'alimenter la réflexion des décideurs publics sur les effets structurels d'une transformation des pratiques d'achat dans le secteur de la petite enfance.

Périmètre

D'après la DRESS, on trouve en 2022 en France, 18 650 établissements agréés pour l'accueil de jeunes enfants dont 41% sont publics. Ils sont de plusieurs types, à savoir des crèches collectives (93%), des crèches familiales (3%), des établissements multi accueil collectif et familial (2%), des jardins d'enfants (1%) et autres établissements et services à gestion parentale (1%). Tous ces établissements sont gérés à 88% par des communes et collectivités territoriales (EPCI), 8% par les départements et 4% par d'autres acteurs.

Aussi, les 1 278 établissements (dont les 524 publics) en Nouvelle-Aquitaine concentrent 6,4% des places françaises en établissement agréé.

L'analyse par département montre également une sur-représentation de la Gironde (33) dans la concentration des places néo-aquitaines en établissement agréé (497 établissements dont 204 publics et 39% des places) suivi de loin par les Pyrénées-Atlantiques (143 établissements dont 59 publics et 12% des places).

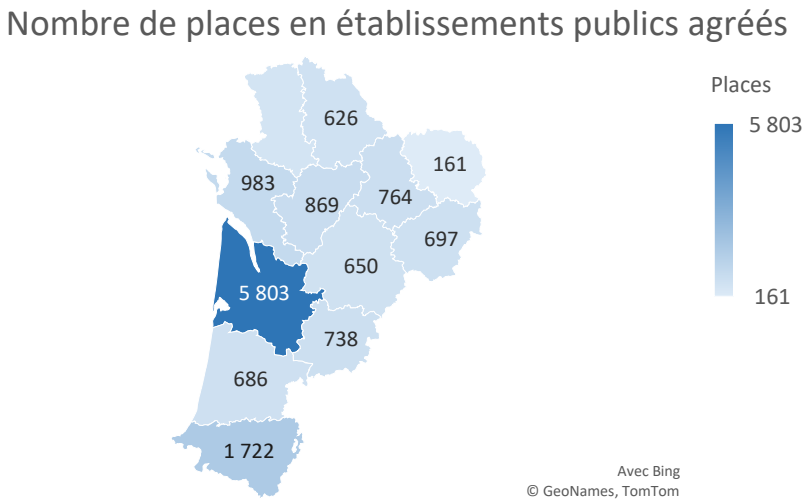


Figure 19 : Répartition du nombre de place en établissement agréé en Nouvelle-Aquitaine (source : DREES)

Economies potentielles sur le territoire

En prenant comme hypothèse un coût moyen d'achat de détergents et de détergent /désinfectant avant et après la démarche d'accompagnement RecoCrèches par enfant ayant une place en établissement public agréé, nous simulons les montants dépensés pour ces produits et en déduisons les économies potentielles à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine comme aux échelles départementales. Au regard de la qualité et du périmètre des données collectées et analysées pour la ville de Gradignan, nous excluons ses résultats de cet exercice extrapolatif.

en €/enfant	**Détergent**	**Détergent/ Désinfectant**	**Coût total**
AVANT	5,93 €	10,89 €	16,81 €
APRES	5,15 €	4,48 €	9,63 €
évolution.	*-0,78 €*	*- 6,41 €*	*- 7,19 €*

Tableau 3 : Prix moyen par type d'entretien avant et après accompagnement RecoCrèches (source : auteurs)

Il s'agit là d'une baisse moyenne de **-42,8% des dépenses par enfant** (dont -13,2% pour les détergents et -58,9% pour les détergents/désinfectants), soit une baisse de **– 7,19 € par enfant et par an** (dont -0,78 € pour les détergents et -6,41 € pour les détergents /désinfectants).

Les établissements évalués comportant en moyenne plus de 218 enfants, ces réductions de coûts sont non négligeables.

			AVANT			APRES			
CP	Département	Places	Détergent	Dét. /Désinf.	TOTAL	Détergent	Dét. /Désinf.	TOTAL	Potentiel d'économies
16	Charente	869	5 147 €	9 460 €	14 606 €	4 470 €	3 891 €	8 362 €	6 245 €
17	Charente-Maritime	983	5 822 €	10 700 €	16 522 €	5 056 €	4 402 €	9 458 €	7 064 €
19	Corrèze	697	4 130 €	7 590 €	11 720 €	3 587 €	3 122 €	6 709 €	5 011 €
23	Creuse	161	953 €	1 752 €	2 705 €	828 €	721 €	1 549 €	1 157 €
24	Dordogne	650	3 854 €	7 082 €	10 936 €	3 347 €	2 914 €	6 260 €	4 676 €
33	Gironde	5 803	34 382 €	63 191 €	97 573 €	29 861 €	25 996 €	55 856 €	41 716 €
40	Landes	686	4 065 €	7 471 €	11 536 €	3 530 €	3 073 €	6 604 €	4 932 €
47	Lot-et-Garonne	738	4 370 €	8 032 €	12 403 €	3 796 €	3 304 €	7 100 €	5 303 €
64	Pyrénées-Atlantiques	1 722	10 204 €	18 753 €	28 957 €	8 862 €	7 715 €	16 577 €	12 380 €
79	Deux-Sèvres	510	3 022 €	5 555 €	8 577 €	2 625 €	2 285 €	4 910 €	3 667 €
86	Vienne	626	3 712 €	6 822 €	10 534 €	3 224 €	2 806 €	6 030 €	4 504 €
87	Haute-Vienne	764	4 527 €	8 320 €	12 847 €	3 932 €	3 423 €	7 355 €	5 493 €
	TOTAL	**14 209**	**84 187 €**	**154 729 €**	**238 916 €**	**73 116 €**	**63 653 €**	**136 769 €**	**102 147 €**

Tableau 4 : Estimation des dépenses en produits d'entretien par département en Nouvelle-Aquitaine, avant et après un potentiel accompagnement RecoCrèches pour les établissements publics agréés d'accueil de jeunes enfants (source : auteurs, DRESS)

Le montant des économies réalisables chaque année en adoptant une démarche d'achats responsables sur les produits d'entretien en suivant les recommandations de l'accompagnement RecoCrèches s'élèvent pour les seuls établissements publics agréés en Nouvelle-Aquitaine à une somme de **102 147 €**. En élargissant le périmètre aux acteurs publics et privés, les économies annuelles potentielles sont de l'ordre de **188 344 €**. Sur l'ensemble du territoire français (métropole et outres-mers inclus), cette somme s'élève à plus de **3,52 M€** chaque année (pour les établissements publics et privés).

Regardons ces chiffres relativement aux sommes engagées. Le total des dépenses estimés pour des produits d'entretien dans les établissements d'accueil de la petite enfance avant l'accompagnement RecoCrèches sont :

- Pour les établissements publics Néo-Aquitains : **238,9 k€**
- Pour tous les établissements Néo-Aquitains : **440,5 k€**
- Pour tous les établissements français : **8,23 M€**

Si ces résultats comportent des limites au regard de la faible représentativité des établissements représentés dans l'étude, ils sont tout de même intéressants à analyser relativement au potentiel d'économie à réaliser sur ce poste. Outre la diminution de l'exposition aux composés chimiques de dizaines de milliers d'enfants, le travail mené dans le cadre du programme RecoCrèches permet de faire des économies qui sont loin d'être négligeables à l'échelle de l'établissement comme à l'échelle régionale et nationale.

5. Conclusions

L'évaluation économique du programme RecoCrèches confirme son efficacité tant sur le plan économique que sur le bien-être du personnel, malgré les limites de l'échantillon restreint et l'hétérogénéité des données.
Déployé depuis 2015, ce programme vise à réduire l'exposition des jeunes enfants et des femmes enceintes aux polluants chimiques dans les crèches, en fournissant des recommandations pour un environnement sain, les politiques d'achat, l'entretien et l'hygiène.

Le programme révèle des impacts économiques intéressants. Il a entraîné une réduction significative du nombre de références de produits détergents/désinfectants, favorisant une rationalisation et massification des achats. Cette simplification a conduit à une baisse importante des dépenses en produits d'entretien, même après correction de l'inflation et comparaison aux tendances sectorielles, notamment pour les détergents/désinfectants. Une meilleure gestion des stocks a également été observée, avec une tendance claire à la baisse des niveaux en valeur monétaire et en volume.

Le programme RecoCrèches a également joué un rôle déterminant sur les conditions de travail des salariés exposés. Bien que les données quantitatives sur les accidents du travail et les maladies professionnelles n'aient pas permis de conclusions statistiques, l'analyse qualitative révèle des améliorations notables pour le personnel. Les agents ont unanimement rapporté ne plus ressentir d'inconfort (irritations, éternuements, maux de tête) lié aux produits d'entretien après l'accompagnement. Ils perçoivent une forte réduction du stress et de l'inquiétude concernant l'exposition aux substances chimiques. Le programme a également permis une montée en compétence et une sensibilisation accrue aux risques de la pollution chimique. La démarche d'achat responsable a parfois inspiré l'extension de bonnes pratiques à d'autres domaines au sein des collectivités. Quant au taux de rotation du personnel, son augmentation observée est principalement due à l'accroissement des effectifs et reste inférieure aux moyennes sectorielles.

Enfin, une généralisation des pratiques encouragées au sein du programme RecoCrèches pourrait montrer des effets positifs pour un grand nombre d'établissements. Malgré la prudence nécessaire pour l'extrapolation, l'étude estime les économies annuelles potentielles pour la Nouvelle-Aquitaine à 102 147 € pour les établissements publics agréés, et à 188 344 € en incluant les acteurs privés. À l'échelle nationale, ces économies pourraient dépasser 3,52 millions d'euros par an.

En somme, le programme RecoCrèches démontre une double performance : il génère des économies substantielles pour les collectivités tout en contribuant significativement à l'amélioration de la qualité de vie au travail et, surtout, à la réduction de l'exposition aux composés chimiques pour les enfants.

vertigo lab

Darwin Ecosystème
87 Quai de Queyries
33100 Bordeaux

www.vertigolab.eu

Décrypter Révéler Basculer